

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARKER HANNIFIN MANUFACTURING FRANCE

14 rue des Bûchillons
ZI du Mont-Blanc
74100 Ville-La-Grand

Références : VAT20240495
Code AIOT : 0010000013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement PARKER HANNIFIN MANUFACTURING FRANCE implanté 14 RTE DU BOIS BLANC 18100 VIERZON. L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARKER HANNIFIN MANUFACTURING FRANCE
- 14 RTE DU BOIS BLANC 18100 VIERZON
- Code AIOT : 0010000013
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Parker Hannifin de Vierzon fabrique des pompes hydrauliques.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Sécheresse
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	NC5_VI_19052021 - Raccordement eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.13	Demande d'action corrective	60 jours
5	D5_VI_19052021 - Autorisation de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	D2_VI_19052021 - Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Demande d'action corrective	60 jours
7	D3_VI_19052021 - Rejets chaudières	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 4.2.8.28	Demande d'action corrective	57 jours
9	Confinement des EI-Bassins	Arrêté Préfectoral du 02/09/2002, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Rétentions des produits - incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10	Demande d'action corrective	60 jours
16	Chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	60 jours
17	Rétention TS - Détecteur point bas	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	57 jours
19	Etiquetages	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	60 jours
22	Plan des stockages	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Demande d'action corrective	60 jours
23	Liste des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	60 jours
26	Rejets atmosphériques - Chaudières	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 4.2.8.29	Demande d'action corrective	60 jours
27	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	D1_VI_19052021 (Classement ICPE)	Code de l'environnement du 19/05/2021, article R513-1	Sans objet
2	Modification des installations	Code de l'environnement du 18/09/2024, article R181-45	Sans objet
3	NC2_VI_19052021 (Identification des canalisations)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Sans objet
8	D7_VI_19052021 - Analyses eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.5.7.4	Sans objet
10	Confinement des EI-obturation	Arrêté Préfectoral du 02/09/2002, article 2.1.1	Sans objet
11	Confinement des EI-consigne	Arrêté Préfectoral du 02/09/2002, article 2.1.1	Sans objet
12	Rétentions des produits - capacités	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10	Sans objet
14	Rétentions des produits - LI	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10	Sans objet
15	Transports des produits	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10	Sans objet
18	NC1_VI_19052021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
20	Effluents du site	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.2	Sans objet
21	Inondation-Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-I	Sans objet
24	FDS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
25	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : D1_VI_19052021 (Classement ICPE)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/05/2021, article R513-1					
Thème(s) : Situation administrative, Classement					
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement de l'installation ; 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. II. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national des renseignements à fournir pour les installations soumises au régime de la déclaration et précise les conditions dans lesquelles ils sont transmis par voie électronique. Ce modèle n'est pas utilisable lorsque ces renseignements concernent une installation soumise au régime de la déclaration incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.					
Constats : Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été demandé (D1) : « L'exploitant transmet une mise à jour du classement ICPE du site, indiquant notamment ses puissances maximales des machines, les capacités des bains de traitement etc et le positionnement du site par rapport aux rubriques 4000 et la rubrique 1978. » Par courrier du 07/07/2021 l'exploitant a indiqué : « Le travail est en cours, à l'aide notamment de Néodyme X Voir le document joint : « Offre O-IB-2103-07a ». Commande n°26004252. Il sera transmis à l'inspection une mise à jour du classement ICPE du site, indiquant notamment ses puissances maximales des machines, les capacités des bains de traitement etc et le positionnement du site par rapport aux rubriques 4000 et la rubrique 1978 ». L'exploitant a transmis par courriel du 24/04/2024, le document présentant le classement de ses activités "Bilan de classement ICPE" réalisé par le bureau d'études Néodyme (document du 24/04/2023). Les items demandés y sont exposés. L'exploitant a répondu à la demande. Ce rapport fait état des évolutions de classement suivantes par rapport à la situation actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral du 02/05/2005 :					
N° rubrique	Nom	Seuil actuel	Quantité AP 02/05/2005	Quantité sur site	Classement sur site
2560	T r a v a i l	puissance E :	2800 kW	2740 kW	E

	mécanique des métaux	>1000 kW	régime A		
2564-1-c	Nettoyage/liquides organohalogénés	DC : 200 L < x ≤ 1 500 L	2000 litres régime A	1200 litres (arrêt RMC)	DC
2565-2-a	traitement des métaux par liquides	E : > 1 500 L	7600 litres régime A	3680 litres	E
2920-1a	réfrigération-compression	rubrique supprimée	2200 kW régime A	Plus - d'installation de ce type sur site.	
2561	Trempé recuit ou revenu de métaux ou alliages	DC sans seuil	régime D	arrêt BMI	DC
2575	emploi de matières abrasives	D : > 20 kW	115 kW régime D	70,67 kW	D
2910-A.2	combustion	DC : 1 MW ≤ x < 20 MW	2,16 MW régime D	2,16 MW	DC
2920-2b	compression-autres cas	rubrique supprimée - >voir rubrique 1185	500 kW régime D	-	/
2921-1-b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	DC : < 3 000 kW	430 kW régime D	430 kW	DC
2925	Charge d'accumulateurs	D : > 50 kW	20 kW régime D	30,3 kW	NC
2940-2b	Application de	DC : 10 kg/j < x	45 kg/j	7,7 kg/j	NC

2940-2b	Application de vernis peinture..	DC : 10 kg/j < x ≤ 100 kg/j	45 kg/j régime D	7,7 kg/j	NC
1432.2	stockage liquides inflammables	rubrique supprimée (->4331)	5,3 m3 non classé	5,3 m3	/
1220.3	stockage ou emploi d'oxygène	rubrique supprimée	67 kg non classé	plus de stockage sur site	/
1418.3	stockage ou emploi d'acétylène	rubrique supprimée	24 kg non classé	plus de stockage sur site	/
1630.2	stockage ou emploi de soude	Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	1 tonne non classé	n o n mentionné dans le rapport	/
1611.2	stockage ou emploi d'acide sulfurique	rubrique supprimée	450 kg non classé	n o n mentionné dans le rapport	/
1412.2b	stockage de gaz inflammables liquéfiés	rubrique supprimée (voir rubrique 4718)	410 kg non classé	560 kg	/
1530.2	dépôt de bois, papier, cartons...	DC : 1 000 m3 < x ≤ 20 000 m3	135 m3 non classé	150 m3	NC
1185-2-a	Emploi de gaz à effet de serre fluorés	DC ≥ 300 kg	-	156 kg	NC
1436	stockage ou emploi de liquides de point éclair entre 60 et 93°C, sauf	DC : 100 t ≤ x < 1 000 t	-	<10 t	NC

	boissons alcoolisées				
1978-5	Solvants organiques 5. Autres nettoyages de surface	Consommation de solvant : $D > 2$ t/an	-	0,9 t/an	NC
1978-8	Solvants organiques 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier	Consommation de solvant : $D > 5$ t/an	-	4,5 t/an	NC
1510-2	entrepôts couverts	Volume des entrepôts DC : 5 000 m ³ $\leq x < 50\,000$ m ³	-	2220 m ³	NC
2563-2	nettoyage dégraissage à base de produits hydrosolubles	DC : 500 L $< x \leq 7\,500$ L	-	2000 l (nouvelle installation en remplacement de BMC)	DC
2565-4	vibro abrasion	DC : > 200 L	-	2750 l	DC
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques	1 : > 150 kg/h 2 : > 200 t/an	-	1. 39 kg/jour 2. 19,78 t/an	NC
4130	Toxicité aiguë catégorie 3	D : $1\,t \leq x < 10\,t$	-	0,05 t	NC

	pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides.				
4320	A é r o s o l s extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 , contenant des g a z inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des l i q u i d e s inflammables de catégorie 1	D : 15 t ≤ x < 150 t		0,23 t	NC
4331	L i q u i d e s inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	DC : 50 t ≤ x < 100 t	5 , 3 m 3 (r u b r i q u e 1432-2)	3,39 t	NC
4440	S o l i d e s comburants catégorie 1, 2 ou 3.	D : 2 t ≤ x < 50 t	-	0,3 t	NC
4510	D a n g e r e u x p o u r l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	DC : 20 t ≤ x < 100 t	-	3,98 t	NC

4511	D a n g e r e u x p o u r l'environnement aquatique de c a t é g o r i e chronique 2.	DC : 100 t ≤ x < 200 t	-	6,38 t	NC
4718-1	G a z inflammables de catégorie 1 et 2 (DC : 6 t ≤ x < 35 t	0 , 4 1 t (r u b r i q u e 1412-2b)	0,56 t	NC
4722	M é t h a n o l (numéro CAS 67-56-1)	D : 50 t ≤ x < 500 t	-	16,75 t	NC

Le rapport ne fait pas mention des stockages de soude et d'acide sulfurique (activités non classées dans l'arrêté préfectoral du 02/05/2005).

Le positionnement des activités et stockages du site par rapport aux rubriques 4xxx et 1978 est réalisé (voir tableau ci-dessus).

Le positionnement des activités et stockages du site par rapport à la réglementation Seveso est réalisé concernant la règle du cumul : aucun seuil de risque ne dépasse 1 (risque physique, risque santé et risque environnement), le seuil le plus élevé atteint étant 0,0718 (risque environnement/seuil bas).

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/09/2024, article R181-45

Thème(s) : Situation administrative, Modification

Prescription contrôlée :

[...] Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a fait part à l'inspection de ses projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> remplacement du robot de lavage/séchage à la vapeur (assuré par 4 chaudières électriques de 6 KW) par un système de lavage par liquide lessiviel (fonctionne en circuit fermé). L'inspecteur a indiqué que cette activité est susceptible d'être classée sous la rubrique 2563, La fosse est déjà présente sur cette installation. L'eau sera chauffée par résistance, et à terme la chaleur pourra être récupérée sur les compresseurs. suppression des tours aéro-réfrigérantes qui seront remplacés par des groupes froids. L'exploitant a fait une demande de financement au groupe. <p>L'inspecteur rappelle que toute modification d'une installation classée doit être portée à la connaissance du Préfet (Article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 11/01/1999) et que la mise à l'arrêt définitif d'une installation classée sous la rubrique 2921 doit faire l'objet d'un dossier de cessation d'activité porté à la connaissance du Préfet 1 mois avant la cessation (Article 1.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : NC2_VI_19052021 (Identification des canalisations)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été constaté (NC2) : Les canalisations de la ligne de traitement de surface ne sont pas repérées conformément aux règles en vigueur. Par courrier du 18/01/2022, l'exploitant a envoyé les photos des étiquettes mises en place. Lors de la visite du 18/09/2024, il a été constaté que les canalisations issues des cuves du traitement de surfaces sont étiquetées.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : NC5_VI_19052021 - Raccordement eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.13
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents, des canalisations de transport de produits dangereux faisant apparaître notamment : les secteurs collectés, les points de branchement, l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, regards, avaloirs, poste de relevage, poste de mesure, vannes manuelles et automatiques, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, isolement de la distribution alimentaire, ...), les bassins de confinement, les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il sera tenu à la disposition des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été constaté (NC5) : L'exploitant ne justifie pas du bon raccordement des eaux pluviales du parking véhicules au réseau communal. Par courrier du 20/01/2022 l'exploitant a précisé après des essais, qu'il n'y a aucun raccordement des eaux pluviales du parking véhicule au réseau communal.</p> <p>Constat au 18/09/2024 : L'exploitant a expliqué que le réseau des eaux pluviales de ce parking strictement dédié aux véhicules légers du personnel et situé en dehors de l'enceinte principale de l'établissement, était situé 1 m en contrebas du réseau de la ville. L'exploitant a diligenté une étude par Eiffage pour faire éventuellement un relevage vers le réseau de la commune (le revêtement du parking est de l'enrobé). Pour le moment, une partie des eaux pluviales est évacuée sur la route du Bois blanc, l'autre partie part dans le déshuileur, ensuite part par absorption dans la nappe. Il y a un piézomètre de ce côté-ci. Le relevage des eaux nécessite de l'énergie qui n'est actuellement pas disponible dans ce secteur.</p> <p>L'exploitant a également mentionné un projet d'ombrières qui pourrait fournir de l'énergie.</p> <p>Constat : L'exploitant ne justifie pas du bon raccordement des eaux pluviales du parking véhicule au réseau communal.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : D5_VI_19052021 - Autorisation de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée :

Le raccordement au réseau d'assainissement (EU) collectif de Vierzon se fait en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable en date du 03/12/1997 autorise ce rejet.
Constats : Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été demandé (D5) : Transmettre l'autorisation de rejet des effluents aqueux (eaux pluviales) vers le réseau communal. Par courrier du 18/01/2022 l'exploitant a transmis la convention de rejet datée et signée. Lors de la visite du 18/09/2024, l'exploitant a présenté à nouveau ce document, qui n'est pas l'autorisation de raccordement de rejet autre que domestique telle que demandée par l'article L1331-10 du code de la santé publique. La demande est maintenue. Constat : Transmettre l'autorisation de rejet des effluents aqueux (eaux pluviales) vers le réseau communal.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : D2_VI_19052021 - Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, AIR/COV
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été demandé (D2) : L'exploitant précise la quantité de solvants annuelle consommée, en se basant sur un état des stocks des produits utilisés sur site, les FDS de ses produits et les définitions COV/solvant rappelées à l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 02/02/98. Le cas échéant, si la quantité est supérieure à 1 tonne par an, l'exploitant réalise un bilan en COV. Par courrier du 07/07/2021, l'exploitant a répondu : « 07/07/2021 Le travail est en cours, à l'aide notamment de Néodyme - Voir document joint : Offre O-IB-2103-07a. Commande n°26004252. Les données seront transmises à l'inspection. Le cas échéant, si la quantité est supérieure à 1 tonne par an, une demande de bilan en COV sera faite. » Lors de la visite du 18/09/2024, il a été constaté dans le rapport de classement des activités ICPE

de l'établissement, que la consommation annuelle est supérieure à 1 tonne par an (9,78 tonnes). Constat : L'exploitant n'a pas réalisé un plan de gestion des solvants bien que la consommation soit supérieure à 1 tonne par an (inférieure à 30 tonnes par an).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : D3_VI_19052021 - Rejets chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 4.2.8.28
Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 5 m/s pour les combustibles gazeux.
Constats : Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été demandé (D3) : L'exploitant se rapproche de l'organisme ayant réalisé les mesures pour justifier du respect de la vitesse d'éjection des gaz à l'atmosphère (en prenant également en compte l'accessibilité à ce point de rejet sur site). Par courrier du 11/01/2022 l'exploitant a transmis le rapport 2021 réalisé par Bureau Veritas, réf. BV_2021_EMITS-8048669_00004_00001_00002_R. Avis de la DREAL : « Vitesses d'éjection toujours non conformes pour les installations de combustion. » Lors de la visite du 18/09/2024, il a été constaté dans le rapport de contrôle des rejets réalisé par l'APAVE le 11/01/2023 que les vitesses d'éjection ne sont pas conformes pour les chaudières 1 et 2 (moyennes sur 3 essais respectives de 3,6 m/s et 3,3 m/s). Constat : Les vitesses d'éjection des gaz en sortie des chaudières 1 et 2 ne sont pas conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 57 jours

N° 8 : D7_VI_19052021 - Analyses eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.5.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses sont transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dès réception. Ils sont accompagnés des éléments de comparaison relatifs aux valeurs de constat d'impact (VCI) pour les usages sensibles et non sensibles de l'eau et de commentaires explicatifs sur les évolutions des teneurs mesurées par rapport aux analyses précédemment réalisées.
Constats : Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été demandé (D7) : Mettre à jour le suivi de l'évolution des paramètres des eaux souterraines pour les 6 piézomètres et informer l'inspection en cas d'anomalie. Par courrier du 31/01/2022, l'exploitant a transmis le suivi de l'évolution des paramètres analysés. Avis DREAL : Le suivi de l'évolution des paramètres analysées dans les eaux souterraines aurait déjà pu être réalisé pour les années antérieures. Lors de la visite du 18/09/2024, l'exploitant a présenté un tableau de suivi des paramètres de avril 2012 à décembre 2023. L'exploitant a répondu à la demande.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Confinement des EI-Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2002, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les bassins prévus à l'article 3.1.12 de l'arrêté préfectoral précité sont confondus. La capacité minimale du bassin créé est de 200 m³. Il est maintenu vide en permanence par la mise en place d'un pompage régulier des eaux pouvant s'y accumuler ou par tout autre moyen d'efficacité équivalente : couverture, etc. Dans le cas du pompage régulier, cette méthode et ses moyens mis en œuvre (matériel et personnel) sont définis par consigne.
Constats : Le bassin de confinement était vide le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'il est vidangé régulièrement (action manuelle sur un bouton) à l'aide d'une pompe mise en place en permanence et rejetant dans le champ voisin. Un groupe électrogène est présent dans le local de pompage, et une pompe de secours y est également présente. La fiche réflexe 12 "Conduite à tenir en cas de risque de pollution de l'étang de Foecy" indique les modalités de vidange régulière du bassin, cependant, la fiche ne tient pas compte du fait qu'il existe une pompe à demeure

(intervention systématique d'une entreprise extérieure). La fiche doit être mise à jour sur ce point. L'exploitant a indiqué que la capacité du bassin est de 40 m³, ce qui n'est pas confirmé par les informations données lors de la visite précédente (l'exploitant avait confirmé la disponibilité des 200 m³ alors que le bassin était vide), ni par des relevés de dimensions sur le site géoportail (surface supérieure à 250 m²).

Au niveau de la vanne de sectionnement du réseau des eaux pluviales, il est possible de faire descendre la vanne manuellement en l'absence d'alimentation électrique à l'aide d'un volant, et si ce dispositif ne fonctionne pas, de démonter le bloc électrique pour faire tourner la vis à l'aide d'une canne. Le dispositif est actionnable en toute circonstance.

Constat : L'exploitant doit transmettre la consigne de pompage régulier du bassin de confinement des eaux mise à jour et le volume utile de ce bassin avec tous les éléments d'appréciation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Confinement des EI-obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2002, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Le système d'obturation de l'écoulement des eaux pluviales et de dérivation vers le bassin de confinement doit être : - signalé de manière visible, - aisément manœuvrable, - maintenu en bon état de fonctionnement, - actionnable en toutes circonstances.

Constats :

L'armoire qui abrite les boutons permettant d'ouvrir ou de fermer la vanne du réseau d'eaux pluviales vers le milieu naturel et la vanne d'entrée du bassin de confinement est apposée à proximité du bassin et est signalée par une étiquette. Il suffit de tourner un bouton à manette pour réaliser l'opération.

La vanne du réseau d'eaux pluviales vers le milieu naturel est ouverte et la vanne d'entrée du bassin de confinement est fermée en situation normale d'activité. Dans cette situation deux voyants verts sont allumés. C'était le cas le jour de la visite.

A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a manœuvré les boutons pour fermer l'exutoire des eaux pluviales vers le milieu naturel et ouvrir l'entrée du bassin de confinement.

L'inspecteur a constaté que la vanne du réseau d'eaux pluviales s'est fermée (en quelques minutes) et que la vanne du bassin s'est ouverte. Dans cette situation deux voyants rouges (un pour le réseau d'eaux pluviales et un pour le bassin) se sont allumés pour indiquer une anomalie. Les boutons à manettes sont identifiés (vanne bassin et vanne étang) et deux étiquettes pour chaque vanne permettent de savoir si la vanne est ouverte ou fermée.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
/
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Confinement des EI-consigne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2002, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Une consigne sera établie qui décrira son usage, son maniement et les personnes chargées de son maniement ; elle pourra être commune avec la consigne relative au bassin de confinement.
Constats : L'exploitant a présenté la consigne d'isolement du site (par la voie électrique et la voie manuelle). Celle-ci est présente dans le classeur des fiches réflexes dans la pièce "local SSI". Ce sont les agents SSI (30 personnes) qui sont chargés de sa mise en oeuvre, la liste de ces personnes est également affichée dans cette pièce (sur un écran). Ils sont formés à l'utilisation de ce dispositif. La consigne est claire et documentée (planches photographiques).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
/
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rétentions des produits - capacités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : . 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur n'a pas constaté la présence de produit stocké sans rétention.</p> <p>En particulier, dans le local de stockage des produits corrosifs, chaque rétention mentionne quel produit elle peut accueillir et en quelle quantité. Il s'y trouvait une palette de produit neuf qui venait d'entrer sur le site.</p> <p>Les huiles usagées sont stockées dans des GRV placés sur des racks qui disposent d'une rétention dédiée.</p> <p>Les déchets dangereux sont stockés sous un auvent, la zone est placée sur rétention. En particulier les deux bennes recueillant les copeaux d'usinage (qui contiennent de l'huile) sont placées sur un bac de rétention dédié qui verse dans le caniveau vers la rétention.</p> <p>Les huiles neuves sont stockées dans un local dédié, qui est entièrement sur rétention. Sous chaque bidon se trouve un seau qui permet de recueillir les égouttures.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Rétentions des produits - incompatibilités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a constaté que la chaîne de traitement de surfaces Correlec dispose d'une rétention commune à tous les bains qui contiennent des acides, des bases et des bains de rinçage (eau). Les bains contenant des acides sont regroupés et séparés des bains contenant des bases, par les bains de rinçage.</p> <p>L'inspecteur n'a pas constaté la présence d'autres incompatibilités de produits sur rétention unique. En particulier, dans le local de stockage des produits corrosifs, chaque rétention mentionne quel produit elle peut accueillir et en quelle quantité.</p> <p>Constat : Les bains de traitement de surfaces contenant des acides et des bases sont placés sur une même rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Rétentions des produits - LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées par l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.
Constats : L'inspecteur n'a pas constaté la présence de stockages de liquides inflammables ou de produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement sous le niveau du sol. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Transports des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage ou éventrement des fûts ..).
Constats : L'inspecteur n'a pas constaté de conditions de transport de produits à l'intérieur de l'établissement propices à des déversement. A noter que le stockage des produits corrosifs initialement présent dans un local situé à l'intérieur des bâtiments a été déplacé dans un local extérieur dédié. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Échangeurs de chaleurs des bains
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'inspecteur a demandé à l'exploitant de simuler un niveau bas des bains chauffés, l'exploitant a expliqué ne pas pouvoir faire ce test car il aurait fallu démonter les sondes. L'exploitant a indiqué réaliser ce test mensuellement au moment de la vidange des bains. Il a montré l'écran de la GMAO qui indique pour le 14/09/2024 : "Contrôle de la sonde de niveau du bac de phosphatation lors de la vidange". L'exploitant a indiqué avoir le projet d'équiper les bains de sondes électroniques moins propices à l'encrassage. Le chauffage des bains est assuré par résistance électrique. Les cuves sont en acier inoxydable double peau. Constat : Le bon fonctionnement de l'asservissement (arrêt de la chauffe des bains en cas de niveau bas du liquide) n'est pas testé au moins chaque semaine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Rétention TS - Détecteur point bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions TS
Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]
Constats :

<p>L'exploitant a relevé la poire de niveau de la rétention de la chaîne Correlec. Aucune alarme ne s'est manifestée (ni visuelle, ni sonore). Un message s'est affichée sur l'écran de l'armoire de commande de cette installation.</p> <p>Constat : la rétention de la chaîne de traitement de surfaces Correlec n'est pas munie d'une alarme en point bas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 57 jours</p>

N° 18 : NC1_VI_19052021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/05/2021, il avait été constaté (NC1) : Plusieurs cuves de la ligne de traitement de surface ne portent pas en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et les symboles de danger conformément à la réglementation CLP.</p> <p>Par courrier du 11/1/2022 l'exploitant a envoyé des photos montrant que les étiquetages sont mis en place.</p> <p>Lors de la visite du 18/09/2024, il a été constaté que les cuves de la chaîne de traitement de surfaces "Correlec" sont étiquetées du nom du produit, du type du produit (acide base) avec la signalétique correspondante.</p> <p>Le constat est levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Etiquetages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>

Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Prescription contrôlée : [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.[...]
Constats : Les cuves de traitement, fûts, bidons et GRV sont identifiés du nom du produit et des mentions et symboles de dangers. Les contenants de déchets comportent en outre une étiquette spécifique mentionnant qu'il s'agit de déchets. Constat : Les cuves n°3 (distillat de l'évaporateur), n°4 (eaux de rinçage de la phosphatation) et la cuve d'huile portent un étiquetage difficilement lisible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 20 : Effluents du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents
Prescription contrôlée : [...] Les eaux industrielles sont recyclées en fabrication. Dès qu'elles ne sont plus recyclables elles sont stockées dans des fosses étanches puis pompées, transportées, traitées par des entreprises agréées. Cette installation ne rejette aucun effluent liquide industriel dans le milieu naturel et dans le réseau communal.
Constats : Les rejets (eaux de rinçage) du traitement de surfaces sont stockées dans la cuve n°4 et expédiées chez un traiteur de déchets. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Inondation-Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-I
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Inondation
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : - les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; - la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; - les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; - les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.
Constats : L'exploitant a présenté une procédure "Fiche Réflexe n°15-Conduite à tenir en cas d'une inondation en application au PPRI de la commune".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des zones de dangers (risques produits chimiques et zones ATEX). Les DIS sont également représentés sur le site.

<p>Le plan n'est pas à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> le stockage de produits corrosifs est encore figuré dans le bâtiment alors qu'il a été déplacée dans un local extérieur dédié, le local de stockage des DIS n'est pas placé au bon endroit, les deux cuves de stockage n°3 et n°4 de l'évaporateur ne figurent pas sur le plan <p>Les pictogrammes de dangers ne figurent pas sur le plan. Le plan n'est pas daté.</p> <p>Constat : le plan des stockages des produits chimiques n'est pas à jour et les pictogrammes de dangers n'y figurent pas. Le plan n'est pas daté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 23 : Liste des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PProduits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant connaît les produits chimiques stockés sur site par l'intermédiaire des fiches de sécurité sur le réseau.</p> <p>L'exploitant peut demander un état des stocks à l'ERP du service achats.</p> <p>L'exploitant a produit la liste des produits présents sur le site, cependant elle ne fait pas le lien avec la nature des risques des produits dangereux détenus.</p> <p>Constat : La liste des produits dangereux présents sur le site ne mentionne pas la nature des risques de ces produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 24 : FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations des dites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité sur son réseau informatique. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Conditions de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1999, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Toutes précautions sont prises pour que : <ul style="list-style-type: none"> • les dépôts soient en état constant de propreté et non générateur d'odeur, • les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet, • les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs, • les envois soient limités. <p>Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois. Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies.</p>
Constats :

<p>L'inspecteur a constaté que les déchets dangereux sont entreposés sous auvent. Les dépôts sont propres et les emballages comportent une étiquette additionnelle portant la mention "déchet". L'inspecteur n'a pas constaté d'envols de déchets.</p> <p>Les déchets non dangereux sont entreposés en extérieurs sur une aire bétonnée dédiée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 26 : Rejets atmosphériques - Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 4.2.8.29		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Chaudières		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101 300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg / m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume pour les combustibles gazeux.</p>		
Type de combustible	Oxyde de soufre en équivalent SO₂	Oxyde d'azote en équivalent NO₂
Gaz naturel	35	150
<p>Constats :</p> <p>Les rejets des deux chaudières sont conformes sur les émissions en NOx (rapport APAVE du 11/01/2023). Les SOx n'ont pas été analysés. Il n'y a pas de prescription d'analyses à réaliser périodiquement (cf article 4.2.8.30).</p> <p>Constat : les émissions de SOx des chaudières n'ont pas été déterminées.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 60 jours		

N° 27 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Les déclarations GERE pour les prélèvements d'eau de 2023 et 2022 indiquent respectivement 7290 m3 et 2956 m3. Le site n'est a priori pas concerné par l'arrêté ministériel du 30/06/2023. Le sujet n'ayant pas été abordé en inspection, l'exploitant transmettra son tableau de suivi des consommations d'eau pour les années 2022 et 2023 et les factures afférentes. Constat : l'exploitant doit transmettre son tableau de suivi des consommations d'eau pour les années 2022 et 2023 et les factures afférentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours